

**Le train de l'emploi
siffle en gare
Saint-Jean**

P. 2

**Rama Yade
à Bordeaux
pour l'adoption**

P. 4

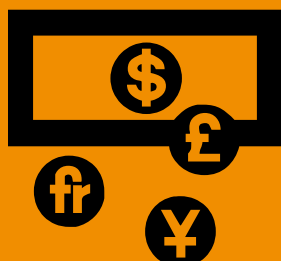
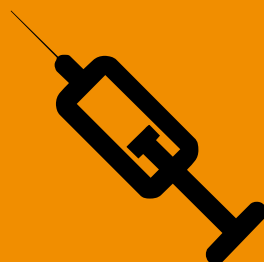
**BD à Lormont :
le Far West
à la une**

P. 11

Imprimatur

www.imprimatur.fr

655



L'addiction, s'il vous plaît !

P. 5 à 10

Dossier Éco : À qui profite l'écologie ?

Le train-train des chômeurs

Oubliés les bureaux de recrutement et leur atmosphère feutrée, bienvenue au « train de l'emploi et de l'égalité des chances ». Il faisait escale en gare de Bordeaux lundi dernier : informations à quai et entretiens d'embauches dans les wagons. Dans le vacarme et au milieu des voyageurs. Dix grandes entreprises, privées et publiques, étaient présentes. Une belle initiative, mais perfectible. Rencontre avec un recruteur et une candidate.

Stéphanie, Paris.
Chargée de recrutement pour les magasins Carrefour.



« Il y a environ 50 postes à pourvoir dans la région. » Photo M. V.

Avec le train emploi, ce sont les employeurs qui viennent à la rencontre des demandeurs. La principale différence avec un entretien classique, c'est la durée. Ici tout va plus vite. Au train de l'emploi, c'est 15 minutes grand maximum. Et certains ne sont là que pour trouver des informations, c'est encore plus rapide. Dans un bureau, ça prend 30 minutes en moyenne, on connaît le profil du demandeur d'emploi et on prend le temps de bien préparer à l'avance l'entretien. C'est une démarche pratique et originale : on est sur le terrain, en province, là où sont les emplois. Ce matin, j'ai dirigé une vingtaine d'entretiens à l'intérieur du wagon, cet après-midi je m'occupe de la sélection des candidats, sur le quai. On recherche avant tout des employés de rayons et des hôtesses de caisse. Mais aussi certains profils qui sont plus difficiles à trouver. Notamment les métiers de bouche : boulangers, bouchers, poissonniers... La semaine dernière, le train était à Paris et on a reçu plus de 700 CV. On est une dizaine de recruteurs aujourd'hui, et 50 postes sont à pourvoir dans la région. »

« L'égalité, pour qui ? »

Odile, Mérignac.
A la recherche d'un emploi.

« Je cherche un emploi depuis deux ans et je bataille. Je viens de passer le pré-entretien de Carrefour. Je suis veuve, j'ai 54 ans, je vis avec 7 heures de ménage par semaine. La recruteuse m'a carrément demandé pourquoi je cherchais un travail ! La sélection est drastique au niveau du quai : ils ne m'ont



« La sélection est drastique. » Photo M. V.

même pas fait monter dans le wagon pour le vrai entretien. J'imagine que mon âge y est pour quelque chose... C'est le train pour l'emploi et l'égalité des chances. L'égalité pour qui ? Je ne me fais aucune illusion, ils n'embauchent que des jeunes. Je suis déjà allée à des entretiens de ce type, c'était à l'Espace du Pin Galant, à Mérignac. Ca n'a rien donné, et je n'ai même jamais eu de réponses.

J'ai déjà postulé à Carrefour. Je cherche un poste d'hôtesse de caisse ou d'employée de rayons. On n'a pas besoin d'être sortie de l'ENA. Aujourd'hui, je leur ai redonné un CV, et on m'a simplement dit au revoir. »

CÉLINE DIAIS ET MELANIE VIVES

Coupe fraîche pour cépage révolutionnaire

Lundi. 8 heures. Place de la Victoire. Entre un distributeur automatique et un bureau de tabac. Trois hommes et une femme s'extasient devant un pied de vigne. Ils attendent la nacelle qui leur permettra d'atteindre une pergola et d'activer leurs sécateurs. « Normalement, on a tout l'hiver pour tailler la vigne, il faut s'en charger avant que les bourgeons sortent. Mais tout ira bien », confie Michel Duclos, spécialiste de renommée mondiale pour ce qui est de la taille de la vigne. En effet, le cep est entre de bonnes mains. Michel Duclos s'en est occupé l'année dernière et depuis il a poussé de 4 à 5 mètres. A ses côtés, un autre ponte, Jean-Claude Berrouet, un œnologue surtout connu pour ses 41 ans de bons et loyaux services au château Petrus. Lui non plus ne cache pas son enthousiasme. Grâce à l'identification génétique, on peut maintenant assurer que la liane porteuse de grappes rouges ne s'appelle finalement pas cruchen-nègre comme on l'a longtemps cru. « En fait,

le nom de ce cépage, c'est txakouli. C'est un nom basque. Une appellation au-dessus de Saint-Sébastien. »

Alerté par l'agitation, Fatah, 26 ans, qui connaît le quartier depuis 5 ans, est très étonné d'apprendre l'existence de ce pied de vigne. Mais qu'a-t-il de particulier ? Son âge : il a été planté sous la Révolution. Et sa résistance : il a survécu à différents travaux et même à l'agression d'un pyromane. Des six pieds plantés par le propriétaire de l'époque, il est le seul rescapé. Aujourd'hui, pas facile de savoir à qui il appartient, mais la direction



Les racines de ce pied de vigne iraient jusqu'à plusieurs dizaines de mètres de profondeur. Photo C. H.

des parcs et jardins de Bordeaux envisage sérieusement de le faire classer.

CAROLINE HUET

Les travaux du nouveau président

Vendredi 20 mars, Patrice Brun a été élu président de l'université Bordeaux 3. Réactions d'un « patron » de fac qui arrive au sommet en pleine tempête.

Avec vos responsabilités syndicales et le fait que vous n'avez pas été vice-président avant ce scrutin, votre élection est-elle un exploit ?

Il y a 18 mois, si on m'avait dit que je deviendrais président de Bordeaux 3, j'aurais trouvé ça drôle. Je ne suis effectivement pas passé par les filtres habituels qui amènent à la présidence. C'est-à-dire que je n'ai pas dirigé une UFR et pas accédé à la vice-présidence. Ce qu'on demandait jusqu'à maintenant à un président de Bordeaux 3, c'est d'avoir fait ses preuves sur le plan local. J'ai fait l'inverse, j'ai eu un parcours syndical et national. Ce qui a joué, je pense, c'est que le syndicalisme oblige à travailler de manière collective. Et la démarche que j'ai menée était une démarche collégiale. Je crois que ça a plu aux électeurs parce que ça tranchait avec celle de l'équipe précédemment en place.

Vous êtes donc le président de la rupture. Comment envisagez-vous de mettre un terme à l'opacité et au secret dans les prises de décisions ?

Président de la rupture, vous m'inquiétez un peu (rires). De la rupture, je ne sais pas, mais du changement, oui. Ce n'est pas spécifique à l'équipe sortante. Elle n'a fait que continuer des pratiques antérieures. Les décisions se prenaient, traditionnellement à deux ou trois, parfois même à un seul. Et ensuite, elles étaient validées par les différents conseils. Ça aurait pu continuer si ces instances, notamment le conseil d'administration, n'avaient pas été dotés, par la loi LRU, de responsabilités beaucoup plus grandes. Ces pratiques pouvaient être tenables à une époque où on gérait

des fonds limités, puisque l'ensemble des décisions étaient prises par le ministère. Maintenant, avec la loi LRU, il y a un besoin de transparence. La troisième raison de mon élection, je pense, c'est que j'ai clairement dit pendant la campagne électorale que la loi LRU imposait de nouvelles pratiques. Par ailleurs, à quoi peut-on s'attendre pour la suite du mouvement de grève ? Quelle est votre analyse ?

On va vers l'inconnu. Vraiment. Parce que ce mouvement a été impulsé par les enseignants. C'est ça



Photo Eric Despujols

le plus extraordinaire. On a des collègues, à Bordeaux 3, qui en sont à plus de vingt-cinq jours de grève. C'est du jamais vu. Avant, il y avait peut-être quatre à cinq collègues qui faisaient grève. En ce moment, on a des pics de près de deux cents grévistes certaines journées. A mon avis, sur le décret des enseignants-chercheurs, on est sur la voie d'un compromis. Mais sur la masterisation, c'est complètement bloqué. Certains propos de Xavier Darcos, avec qui le courant ne passe pas, n'aident

pas à la concertation. Il a traité les enseignants-chercheurs de peuple braillard et gavé de tout. Comment comptez-vous gérer les grèves et la préparation des examens ?

Ce qui est certain, c'est que l'année va être allongée. Actuellement, compte-tenu du fait qu'on est en plein mouvement, il est difficile de donner une date. La seconde session, au moins, aura lieu en septembre.

Vous souhaitez mettre en place une politique d'action sociale...

Nous avons entre cent-cinquante et deux cents agents administratifs précaires. C'est-à-dire embauchés seulement pour l'année. Donc, on n'est pas sûr d'avoir, au mois de juin, l'argent pour les reprendre. Ce qu'on compte faire, c'est recréer le Service universitaire d'action sociale. D'autre part, on veut travailler avec le vice-président étudiant pour permettre à des étudiants, qui travaillent dans la journée, d'utiliser les bibliothèques plus tard le soir. Ce qui, bien sûr, ne se fera pas d'un claquement de doigt. Il faut que les universités s'habituent au fait que les étudiants ne correspondent plus au format d'il y a 15 ou 20 ans.

Et dynamiser la vie étudiante... On va essayer de le faire des deux côtés. Grâce à un vice-président enseignant lié à la vie culturelle et sportive. Et, chose nouvelle, avec une vice-présidence déléguée, assurée par un étudiant qui s'occupe du côté associatif.

On souhaite permettre le développement d'initiatives étudiantes par le biais d'associations ou de syndicats. La mesure phare à laquelle on pense, c'est la mise en place d'un bureau des étudiants. Ils auraient ainsi un lieu de réunion. Et aussi un endroit où ils pourraient trouver des solutions juridiques, par exemple. On va entrer aussi en contact avec le Crous pour voir si une des cafeterias ne pourrait pas être ouverte jusqu'à 20 heures.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLINE HUET

QUELS DÉFIS LE NOUVEAU PRÉSIDENT DEVRA-T-IL RELEVER ?



Dominique Blin, Responsable de la filière Communication des organisations à l'IUUT.

Il va devoir assumer son rôle de président dans un nouveau cadre législatif dont il ne partage pas les principes. Il exercera son mandat avec une autonomie plus grande, mais aussi avec des contraintes plus sévères. L'autonomie de l'université va correspondre à une baisse des moyens financiers. La question est de savoir quelle marge de manœuvre il aura avec moins de moyens. D'autre part, le projet Pres prévoit de fondre les quatre universités bordelaises en une université unique. Il devra participer à la définition d'une place pour les sciences humaines dans ce nouveau groupement.



Yoann et Julien, étudiants en pub.

Il doit rénover les salles de cours... Et puis, il faut créer une vraie vie universitaire. Sur le campus, tu passes, tu vas en cours et c'est tout. C'est trop anonyme. Il n'y a aucune organisation, aucun lien entre les élèves. Il faudrait aussi que les profs soient plus investis au sein des groupes d'élèves, qu'ils suivent davantage les étudiants. Il faut vraiment que le nouveau président améliore la vie du campus. Peut-être faut-il le transformer à la manière d'un campus américain... En tous cas, en faire un campus où il y ait des choses à faire au-delà des cours.



Gaëlle Suchestow, Technicienne d'information documentaire et de collections patrimoniales

Le principal défi qu'il devra relever concerne les réformes gouvernementales, parce qu'elles ne sont pas en adéquation avec ce que veulent les étudiants et les enseignants. Il va falloir trouver un terrain d'entente et négocier avec la ministre sur la loi LRU. En tant que président d'une université de sciences humaines, il va falloir qu'il arrive à défendre et à mettre en valeur ces disciplines. Cela va être difficile parce que les sciences humaines sont en danger dans un système qui privilégie les disciplines dites plus rentables...

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE MORIN

Rama Yade moralise les procédures d'adoption

Echaudée par le scandale de l'Arche de Zoé, Rama Yade en appelle à l'éthique pour moraliser l'adoption internationale.



En présence de Rama Yade, Alain Juppé a signé un partenariat avec l'association des volontaires du progrès. Photo Camille Chignac

Rama Yade, la secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, a rencontré Alain Juppé, lundi, lors de sa visite à Bordeaux. Objectif de cette entrevue : signer une convention de partenariat dans le cadre du Réseau français des volontaires de l'adoption internationale. Alain Juppé confirme au passage qu'il compte bien participer à « cette belle aventure ».

Bordeaux s'engage.

50 000 euros répartis sur deux ans. C'est ce que promet la mairie de Bordeaux pour soutenir l'action de Sandra Dupuis, la jeune volontaire qui va se rendre au Burkina Faso selon les termes du contrat signé lundi. « Quand j'ai vu que Rama Yade prenait cette initiative, j'ai tout de suite voulu que la ville de Bordeaux l'accompagne », explique le maire.

Objectif protection.

Alors ce lundi, Rama Yade semble bien décidée à sauver les enfants du monde via les volontaires dont Sandra fait partie. La mission de la jeune femme ? Aider les familles à adopter des enfants burkinabés. Ses objectifs ? Faire appliquer la convention de La Haye et proposer une vie meilleure aux orphelins. Vigilante, Rama Yade précise : « Le but n'est pas de satisfaire les besoins des familles françaises, mais de trouver des solutions locales pour les enfants avant d'avoir recours à l'adoption internationale. »

Moraliser l'adoption internationale.

Les petits adoptés viennent à 80 % de l'étranger. Consciente de ce phénomène, la secrétaire d'Etat souhaite recadrer l'adoption internationale. Elle énonce deux mots d'ordre : efficacité et éthique. « Quand il s'agit d'adoption, il ne s'agit pas que

de chiffres, il ne s'agit pas que de dossiers, il s'agit d'humanité ! » L'ombre de l'Arche de Zoé plane toujours, alors la ministre renchérit : « On ne connaît que trop les dérives qui existent, les abus des intermédiaires frauduleux profitant du désarroi des familles. Face à cela, l'Etat doit apporter une réponse et donner l'exemple en encourageant des projets fondés sur l'éthique. »

L'enfant-roi.

Après les institutions et les ONG, Rama Yade met en garde les familles. « L'important est de privilégier le droit de l'enfant par rapport au droit à l'enfant. Adopter, on ne le fait pas pour se faire plaisir. On le fait parce qu'un enfant est seul, abandonné et qu'il a besoin d'une structure familiale dans laquelle s'épanouir », martèle-t-elle.

Morale.

Désormais, on est prévenu : adoption rimera avec morale... Et Alain Juppé, touché par cette philosophie, de déclarer, des trémolos dans la voix : « Sandra viendra nous voir bientôt à Bordeaux en nous disant : voilà les petits Burkinabés qui ont trouvé une famille française prête à les accueillir pour qu'ils puissent s'épanouir et connaître le bonheur d'une vie familiale... »

Applaudissements nourris, remerciements, sourires... Enfin un peu de bonté dans ce monde de brutes.

MARIE MORIN

• **Ecoutez le discours de Rama Yade sur imprimatur.fr**

à la barre

Tribunal correctionnel Comparution immédiate

Pris en flagrant délit d'ouverture de frigo. La septième fois fut la bonne. Les policiers étaient en planque. Et Nicolas P., en manque. Effraction, dégradation, soustraction de produits pharmaceutiques et d'argent. A sept reprises, en l'espace de trois semaines, Nicolas, SDF de 29 ans, a répété son casse nocturne à la clinique vétérinaire. « C'est un endroit facile d'accès », constate-t-il. Un pied-de-biche caché dans un buisson. Ni vu ni connu. « Répétitif », pour le président. « Obs-tiné », selon la procureure. En manque, tout simplement.

Les produits dérobés ? Imalgene et Zoletil. Ce sont des anesthésiques à base de kétamine, utilisés lors des interventions chirurgicales sur les chiens et les chats. L'un des assesseurs commence à piquer du nez. « Qu'est-ce que vous avez déjà pris comme drogues ? », demande le président. « J'ai pas pris de crack », répond du tac-au-tac Nicolas, cheveux courts et sweat-shirt noir. Une négation lourde de signification.

Têtu, Nicolas est aussi surprenant. A la sixième intrusion, il laisse un courrier à l'attention du vétérinaire. En substance, la lettre dit : « Je repasserai bientôt. Préparez-moi quatre grandes boîtes d'Imalgene et de Zoletil. Gardez-moi ça au frais, dans le frigo. Parole d'homme, je ne reviendrai plus ». Le président du tribunal sourit.

Nicolas a déjà trois mentions à son casier judiciaire pour vols aggravés. Avec cette récidive légale, la procureure pourrait demander sept ans d'emprisonnement. Elle en requiert seulement trois, dont dix-huit mois avec sursis.

L'avocat commence ses circonvolutions, les yeux rivés sur son papier. Nicolas est perché dans le ciel bleu qui se découpe à vingt mètres de hauteur. Le soleil réchauffe encore les tons déjà chauds des murs boisés de la salle d'audience. Le président scrute fixement l'accusé. Regards croisés.

« **Enlevez les mains de vos poches** ». La cour exempte Nicolas de peine-plancher. Il prend un an d'emprisonnement dont six mois avec sursis. Mise à l'épreuve de deux ans avec obligation de formation et de soins. Absent, lucide, serein ? Nicolas n'hallucine pas à l'énoncé du jugement.

BENOÎT MARTIN

Clope au bec, un verre de pinard à la main, une envie irraisonnée de manger du chocolat tout en gardant les yeux rivés sur une grille de sudoku... Aïe aïe aïe, intoxiquée ? Si c'est le cas, tant pis. Soyons honnête, l'addiction, ça a du bon ! Et si on arrêta de culpabiliser tous ces passionnés des petits plaisirs quotidiens. Ne peut-on boire un verre sans être alcoolique ? Aimer les plaisirs du corps sans être sexe addict ? Est-on un « nolife » parce qu'on est geek ? L'addiction, la vraie, c'est avoir une envie de manière répétitive et irréprouvable. En bref, être dépendant. A un peu tout, et parfois même à vraiment n'importe quoi. Les drogues dures, l'alcool, le tabac, les jeux vidéo, etc. Celles-là sont bien connues, presque banales. Quitte à choisir, autant tabler sur celles qui sont moins flagrantes mais terriblement plus marrantes : la frénésie des chaussures et sacs en tout genre, la collection de stick à lèvres, la consommation compulsive de Ricola et combien d'autres encore ! Tristement, les conséquences physiques et psychologiques sur le sujet n'en sont pas moindres. Ce dossier n'a pas l'ambition de faire le tour de la question. Simplement de vous inviter à plonger dans le monde réel de l'addiction. Au programme : le portrait de gens pour lesquels l'envie dépasse l'entendement et devient un besoin, une nécessité absolue ; ceux dont la passion a fini par devenir leur « meilleur » ennemi. Eux sont des accros. Mais remettons les pendules à l'heure. Tant que vous gardez la maîtrise de vous en dépit d'une absence inhabituelle de caféine au petit-déjeuner, pas de panique, tout va bien !

LAURENNE JANNOT

Dossier addiction Tous accros !

INTERVIEW Marc Auriacombe, responsable du pôle addictologie de l'hôpital Charles Perrens à Bordeaux.



Qu'est-ce qu'une addiction ?

Une addiction, c'est quand il y a une « perte de contrôle », c'est-à-dire le recours à l'usage systématique d'un objet de « gratification » qui donne de la satisfaction, de l'in-

térêt et du plaisir. Chacun d'entre-nous contrôle l'usage des objets du plaisir, ce qui permet d'en profiter au mieux, mais aussi d'en éviter les inconvénients. Lorsque qu'il y a addiction, le système de contrôle ne marche plus, on ne tient plus compte des conséquences. Cette perte de contrôle entraîne des problèmes ou un handicap.

Y a-t-il un profil particulier de l'addict ?

Non, cela peut arriver à n'importe qui. L'addiction peut survenir tout autant chez des individus qui n'ont aucun problème que chez ceux qui en ont d'autres, par exemple les psychotiques. Tous les âges sont concernés, mais le plus souvent, ça démarre entre 15 et 25 ans.

Quels sont les objets d'addiction ? Sont-ils tous pareils ?

Ils sont au contraire très nombreux : l'alcool, la drogue, les jeux, le tabac, le travail... et ils sont variables d'une personne à l'autre. Toute chose qui donne du plaisir, qui nous motive à être répétée

peut devenir une addiction. Tous ces objets ont en commun de donner lieu à une dépendance.

Et la dépendance ? Quels en sont les symptômes ?

C'est une perte de contrôle de la consommation avec l'envie irréprouvable et impérieuse de consommer la substance. Le patient arrête et reprend de manière compulsive.

Quelle est la différence entre une addiction et une passion ?

La passion est productive, même si l'on peut y passer beaucoup de temps. Mais l'addiction, elle,

« **L'addiction est une perte de contrôle** »

est improductive par nature. Il faut distinguer la passion qui génère des problèmes mais aboutit à une production, comme pour un artiste avec sa création, et l'addiction qui ne génère que des problèmes, du handicap. Le côté intense de certaines passions fait parfois croire qu'il y a addiction. Il ne suffit pas de faire des choses « inutiles » de façon fréquente pour en être pour autant dépendant. On n'est pas toujours super productifs !

Comment peut-on repérer une personne sujette à une addiction ?

Si vous repérez chez un usager dépendant des problèmes qui se répètent et sont secondaires à l'usage, cela évoque fortement une addiction. Il faut solliciter un professionnel pour confirmer, ou pas, l'addiction le plus tôt possible pour permettre d'intervenir précocement.

Comment cela se passe-t-il quand les gens sont dans le déni ou ne font pas la démarche de se soigner ?

Les gens viennent nous voir, presque par curiosité, quand quelqu'un de leur famille ou un de leurs proches est hospitalisé. Ils viennent souvent sous prétexte qu'ils sont accrochés au tabac ou à l'alcool, alors qu'ils ont en fait des addictions beaucoup plus graves. Le déni, ce sont des informations sur un état global de santé que les proches remarquent mais que les malades ne peuvent pas voir.

Quel traitement proposez-vous ?

Les conditions du succès thérapeutique sont souvent une combinaison de médicaments et de techniques relationnelles. L'objectif général du traitement d'une personne dépendante est d'éviter la reprise. Il faut maintenir l'abstinence après le sevrage par un dosage adapté et suffisant pour réduire l'envie. Et il faut qu'il soit d'une durée suffisante afin de permettre la stabilité du changement.

PROPOS RECUEILLIS
PAR DALILA BOUAZIZ

DELPHINE, 43 ANS, RESPONSABLE DE BOUTIQUE, ACCRO AU CAFÉ

« Si je n'ai pas de café le matin, je pète un plomb. J'en consomme au minimum 5 par jour. Si je n'en ai pas, je ressens un manque physiquement. Il vaut mieux ça que l'alcool. »

Subutex : le traitement qui a tout d'une drogue

Le Subutex est le traitement de substitution à l'héroïne le plus consommé par les héroïnomanes bordelais. De la pharmacie au dealer : un médicament controversé.

Il est presque minuit quand Mano retrouve son ami dealer au « Virage ». C'est le surnom donné au cours Victor Hugo à Bordeaux. Un rituel qui lui rappelle l'époque où il achetait dans les mêmes conditions ses grammes quotidiens d'héroïne. « J'ai fini mes boîtes pour la quinzaine et je sens le manque arriver. Comme je n'ai rendez-vous chez le médecin que dans trois jours, je me rabats là-dessus », explique Mano. Ce soir, c'est une plaquette de Subutex (1) qu'il vient se procurer. Sans, il n'arrivera ni à se calmer ni à dormir. Ses mains gonflées tremblent.

« Tout le monde peut taper sa ligne de Sub. Ce n'est pas de l'héro ! »

« En fait, ce médicament provoque une dépendance physique, exactement comme la came », jure Mano, cet ancien toxicomane sous traitement depuis plus de trois ans. « J'ai beaucoup diminué les doses mais l'arrêt total, ça me paraît trop dur », ajoute-t-il. Avaler sa dose journalière le ramène à ses habitudes de toxicomane. Son amie a arrêté complètement au bout de six mois. Un parcours difficile, accompagné d'un suivi psychiatrique, qui se solde par une lourde ordonnance : neuroleptique, hypnotique, anxiolytique. « Je dois ingurgiter du Tercian, du Xanacs, du Prozac et même de l'Atarax », énumère-t-elle. La jeune femme ne ressent plus le manque, ne prend plus de traitement de substitution mais vit au rythme d'une médication omniprésente. Cinq années de toxicomanie ont totalement dérégulé son organisme. « Je suis une droguée légale maintenant. »

UN SHOOT OU UNE LIGNE ?

« Le Subutex n'est pourtant pas considéré comme un produit stupéfiant, même s'il est le dérivé



Une ligne de Subutex : un acte qui transforme un médicament en drogue. Des effets proches de ceux de l'héroïne, sans être aussi fort attirant de nouveaux consommateurs, souvent plus jeunes. Photo : T. G.

de l'opiacé le plus consommé », insiste le capitaine de police Samuel Bernes de la brigade des stupéfiants de Bordeaux. Le médicament supprime le manque à l'héroïne et provoque un apaisement lorsqu'il est ingéré suivant la posologie : à laisser fondre sous la langue. Détourné de son usage et consommé comme une drogue, ses effets se rapprochent de ceux de l'héroïne : l'extase, l'euphorie, la détente totale. Sur le plan psychologique,

la dépendance au produit provient du mode de consommation. Certains toxicomanes encore trop attachés au geste de la piqure s'injectent leur traitement après l'avoir consciencieusement pilé. Le deuil de la seringue est long à s'installer. Le Subutex n'a pourtant pas la même consistance que l'héroïne. Plus épais, il forme des grumeaux à l'origine d'abcès infectieux à l'endroit du shoot.

> suite en page 7

JULIE, 24 ANS ET ANNE-GAËLLE, 23 ANS, VENDEUSES, ACCROS AUX CHAUSSURES

Anne-Gaëlle : « Rien que pour cet hiver, j'en suis à une dizaine de paires de bottes. Si on ajoute les autres chaussures, les ballerines, j'en suis à une vingtaine de paires. Dès qu'on a du temps libre, c'est shopping. En plus, on travaille en centre-ville.

Julie : « Quand je n'ai pas ma nouvelle paire de chaussures, ça provoque quelque chose chez moi. Je suis aussi accroc à la cigarette. Mais si devais arrêter l'un des deux, j'arrêterai plus facilement la cigarette. Les chaussures, je peux les porter longtemps. Parfois je considère ça comme une maladie. Je me dis qu'il faut que j'arrête mais je ne peux pas m'en empêcher. »

Impriméco

Tout n'est pas rose dans l'électricité verte

Depuis la libéralisation du secteur électrique, les fournisseurs ont poussé comme des champignons. Avec un crédo : l'énergie verte. Argument marketing ou réelle volonté de changer nos modes de consommation ?

« L'énergie positive », « L'énergie militante », « Vous y gagnez, la planète aussi ». Les slogans des fournisseurs d'électricité rivalisent d'ingéniosité pour vanter les bienfaits de leurs offres « vertes » et interpellent la fibre écolo des consommateurs. Ça tombe bien, l'électricité produite à partir de sources renouvelables telles que le solaire ou l'éolien a le vent en poupe.

Les entreprises concernées mettent en avant la démarche éco-responsable des consommateurs souscrivant à une offre verte. « Ça leur permet de contribuer à leur manière à la protection de la planète, d'agir pour les générations futures », insiste une salariée d'EDF. Certes. Mais derrière ce discours louable et bien rodé, comment être sûr que l'on consomme vert ? Comme le souligne Stéphanie Lacomblez d'Enercoop, « la traçabilité est physiquement impossible. Il n'existe pas

d'électrons verts ». L'électricité produite à partir des énergies renouvelables est injectée dans le réseau et se mélange au reste de la production. Et les certificats verts et autres labels censés éclairer le client sont vus comme un leurre par les associations de consommateurs.

LA CONSOM'ACTION EN QUESTION

Ce système opaque permet à certains fournisseurs de « vendre de l'électricité renouvelable issue de centrales existantes et rentabilisées. Dans ce cas, l'électricité aurait été produite de toute façon, qu'un consommateur souscrive à l'offre verte ou non », dénonce le site electricité-verte.com. Pour que la consom'action ait un impact réel sur l'environnement, il faut donc qu'elle participe au développement des énergies renouvelables.

Objectif en théorie alimenté par le surcoût des offres vertes par rapport aux offres classiques. En moyenne « 5 centimes de plus par kWh », précise EDF. « Plus il y a de consommateurs, plus il y a d'approvisionnement en énergie renouvelable et plus le mix français est composé d'énergie renouvelable », insiste Stéphanie Lacomblez. Mais tous ne jouent pas le jeu d'après les mêmes règles. « Certaines offres vertes sont hypocrites », confirme-t-on à Enercoop. La société, organisée sous forme coopérative, serait la seule à « réinvestir tous ses bénéfices dans des projets de développement durable ». Un modèle à suivre. D'autant qu'avec une part de 12 % d'électricité renouvelable, la France a encore du boulot pour atteindre le seuil de 20 % exigé par l'Union européenne d'ici à 2020.

NOÉMIE GUILLOTIN

Paye ton sac

Depuis quatre ans, dans les supermarchés français, quand un client n'a pas de sac il doit l'acheter. 10 à 60 centimes pour obtenir un de ces cabas réutilisables pour remplacer les sacs plastiques anciennement offerts. En plus, c'est écolo.

« Le sac plastique est un service », rappelle Philippe Michon, directeur de la société Alternative plastique, filiale de l'entreprise D2W qui produit des sacs biodégradables. Certes, mais il est devenu payant. Et l'engagement des groupes de distribution dans le développement durable semble porter ses fruits. En deux ans, la distribution de sacs plastiques a chuté de 8 à 2,5 milliards d'unités annuelles. Tout le monde est content, le sac en plastique c'est moche et... ça pollue. Petite précision quand même, tous les sacs plastiques sont recyclables, à condition qu'ils soient monomatériaux, comme les « poches » de supermarché, souples, qui n'en portent pas forcément la mention. Les grandes stars de la vague verte ce sont les sacs cabas, vendus aux clients qui arrivent les bras chargés aux caisses. Eux sont produits à 85 % en Asie – y inclure donc le coût écologique de leur importation – et multimatériaux, c'est-à-dire non recyclables. Et un nouveau marché s'ouvre pour

les supermarchés. Pour le groupe Carrefour, en 2008, ce sont 24 millions de sacs cabas vendus à 60 centimes et 70 millions de sacs souples vendus à 10 centimes, composés à 80 % de plastique recyclé. On trouve aussi des sacs en coton équitable et des « sacs pocket ». Les sacs cabas et les sacs en coton sont vendus à prix coûtant, le bénéfice s'effectue donc sur les sacs souples – les plus vendus. Impossible toutefois de connaître le prix de revient. Mais deux constats s'imposent : la communication à outrance sur l'aspect écologique des cabas n'est pas justifiée, puisqu'ils sont même moins écologiques que les autres. Et leurs petits frères les sacs souples, les plus vendus par les supermarchés, sont l'objet d'un négoce.

SACS POUBELLE

Que faisait le consommateur des sacs de caisse qu'il avait acquis gratuitement ? « Des sacs poubelles, à 85 % ». Des sacs qu'il achète désormais. On

assiste à un transfert des ventes sur les sacs poubelles, dont la vente a augmenté de 25 à 35 % en deux ans. Par ailleurs ils sont plus épais ; la quantité de polyéthylène en circulation n'a pas évolué. Donc, on a autant de plastique, parfois mélangé à d'autres matériaux, donc non recyclable et payant. Le constat est accablant. Une solution envisageable est celle du sac biodégradable, le produit de D2W. Oui mais c'est plus cher, de 10 à 15 % (en raison des oligoéléments ajoutés à leur production) et ça ne rentre pas dans l'équation financière des groupes de distribution. Certaines entreprises l'ont pourtant adopté : les boulangeries Paul, les magasins Leader Price dans les Dom-Tom ou le bien nommé Ladurée.

Et les sacs en papier ? Le papier recyclé est deux fois plus cher que le plastique, et consomme 70 % d'eau supplémentaire.

MARION WAGNER



Ca urge ! Le transport aérien, actuellement responsable de 3 % des émissions de gaz à effet de serre, est en pleine expansion. Ses émissions de CO₂ devraient doubler en 20 ans. Comment le passager peut-il effacer les empreintes carbone de son vol ?

Compenser ? Nouveau terme à la mode pour les écolo-économistes. Il s'agit de rembourser la marque en CO₂ dont chaque individu est responsable au quotidien, ce qu'on appelle communément la « compensation carbone ». C'est le principe du pollueur-payeur, qui fonctionne actuellement en France sur la base du volontariat. Payer sans y être forcé, peu de gens se laissent tenter. D'autant que le principe est mal connu, voire inconnu. Morgan, étudiant, en partance pour Lyon : « ça me dit quelque chose mais sans plus. » Et ce ne sont certainement pas les professionnels du secteur qui vont changer la donne. Bon nombre n'y connaissent strictement rien. Le responsable de l'agence Oihana n'a jamais entendu parler de la

compensation carbone, alors qu'il se targue d'être sensible aux problèmes écologiques. « *Aucun client n'en parle. Je ne l'ai jamais proposé.* » Il confond même avec la taxe Chirac qui consiste à récolter des fonds pour venir en aide aux pays en développement. Définitivement, la route risque d'être longue ! « Voyageurs du monde » fait office d'exception. Le volontariat fonctionnant difficilement, elle a choisi d'intégrer automatiquement la compensation dans le prix final des billets. Easyjet aussi joue le jeu. Lorsqu'un voyageur commande en ligne, le calcul du montant équivalent à la pollution liée à son vol se fait simultanément. Il n'a qu'à cocher une case pour l'ajouter à son paiement.

BIENTÔT LA TAXATION ?

Conséquence de ce procédé : les dons ne sont pas mirobolants. Action carbone perçoit, entre autres, les legs octroyés par les voyageurs d'Air France. « *Ils s'effectuent sur moins de 1 % du total des billets vendus* », explique Jérémie Debreu, responsable partenariat de l'association. En 2008, le groupe a perçu 200 000 euros de dons de la part des particuliers. Soit 10 % du montant total. Le reste est versé par des entreprises qui développent une politique écologique. Et dans ce pourcentage,

« *la part que représente les donations des voyageurs aériens est minime.* » Une réflexion est en cours sur la nécessité d'instaurer une nouvelle taxe sur les billets d'avion. C'est déjà le cas dans plusieurs pays européens comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas. Une solution qui n'est pas pour plaire aux compagnies aériennes. Elles craignent une perte de leur clientèle et de leur chiffre d'affaires. Au sommet européen de l'aviation, qui s'est tenu du 17 au 19 novembre dernier à Bordeaux, l'aviation civile et les 27 Etats membres de l'Union européenne ont signé les accords « Clean sky ». Ceux-ci privilégient des solutions comme le développement du kérosène vert ou de nouvelles technologies plus économes en énergie et une optimisation des routes aériennes. L'Union européenne prévoit de durcir la législation à partir de 2012, en accord avec le protocole de Kyoto. Brigitte, une habituée des aéroports puisqu'elle y transite l'équivalent d'une semaine par mois, rejette cette idée : « *Ca ne changerait rien. Les voyageurs s'acquitteraient de cette nouvelle taxe mais ne modifieraient pas leurs pratiques. Ce qu'il faut, c'est limiter les dépenses d'énergie et donc voyager moins.* »

LAURENNE JANNOT
ET BENOÎT MARTIN

Navigation à vue

Tortueux et brumeux. Voilà le plan de vol du passager qui souhaite compenser son empreinte carbone.

D'un seul clic. Comme pour tout achat en ligne, atténuer son empreinte carbone, c'est facile, voire ludique. Les belles photos écologiques aux couleurs éclatantes concurrencent les slogans éco-citoyens et les pictogrammes facilitateurs de navigation. Compenser avant ou après son voyage. Régler par carte bancaire, en une seule fois ou par prélèvement mensuel. Offrir des chèques cadeaux. Tout est possible.

Obscur. Sur le fond, cela reste compliqué. La quarantaine d'organismes compensateurs recensés en France et à l'étranger sont soit des entreprises, soit des associations. A but lucratif ou non lucratif. Selon les organismes, le volume annuel d'unité carbone traité va de 700 tonnes à 800 000. 100 % ou... 50 % des montants collectés en ligne auprès des particuliers sont réservés aux projets.

Bref, difficile d'y voir clair dans cette jungle de statuts et de modes de calcul.

Où va l'argent ? Les dons sont censés financer la production d'énergie renouvelable, le développement de nouvelles technologies économes en énergie ou des projets de stockage du carbone. Concrètement, des foyers de cuisson à haut rendement en Erythrée, de la presse hydraulique en Chine ou des économies de bois de feu au Cambodge.

Question de confiance. La compensation carbone, ça dit quelque chose – quelque chose de vague – à Philippe G., 49 ans, en partance pour Paris. Il est pourtant directeur général adjoint d'une entreprise spécialisée dans les systèmes d'assainissement économes en énergie... Ni lui, ni son entreprise ne compensent quoi ou qui que ce soit. Il prend l'avion tous les dix jours. Et serait prêt à déboursier « *10 à 15 euros* ». Une taxe carbone directement incluse dans le prix du billet ? « *Pourquoi pas... si l'on est sûr de savoir où va l'argent, qui gère et qui fait quoi.* » Toujours la question de la lisibilité et de la transparence des actions.

L. J. ET B. M.

Du simple au triple

1 A-R Paris – Los Angeles en classe économique, 18 200 km ; 5 organismes de compensation carbone, français et étrangers ; 5 montants proposés, variant du simple au triple !

Actioncarbone (partenaire d'Air France)
1,6 t de CO₂ émis = 33 euros de compensation volontaire
Myclimate (partenaire de Lufthansa)
1,8 t de CO₂ émis = 37 euros
NativeEnergy
4,5 t de CO₂ émis = 51 euros
Climatmundi
4 t de CO₂ émis = 76 euros
CO₂ solidaire
(partenaire de Voyageurs du Monde)
4 t de CO₂ émis = 96 euros

Etes-vous bois ou parpaing ?

Le bois, c'est renouvelable, les constructeurs l'ont bien compris. Le parpaing, lui, c'est du costaud. Au petit jeu des avantages et des inconvénients de chacun, le match se joue serré. TANIA GOMES

Premier round :

Produit et bien de consommation

A l'heure où le marché de l'immobilier connaît des difficultés, construire bois, c'est surtout consommer. « *Je traite surtout des agrandissements en ce moment. Les familles préfèrent agrandir plutôt que racheter autre chose, c'est la conjoncture actuelle* », confie Frédérique Pinsan, constructeur des maisons Aquibois à Bègles. Mais la légèreté du matériau permet de rehausser un bâtiment sans avoir à reprendre les fondations. Le chantier est propre, puisque la maison est préconstruite en atelier. Le jardin ne risque pas d'être recouvert de la poussière grise du ciment.

Bois 1 - Parpaing 0

Deuxième round :
duel des devis

La clientèle se tourne de plus en plus vers la construction en bois, même si les prix n'ont pas tellement diminué. La multiplication des entreprises proposant ce type de fabrication au cours des deux dernières années n'a pas encore permis une baisse significative des tarifs. Ils restent supérieurs à ceux d'une maison traditionnelle. Il faut compter pour une habitation en bois, clé en main, entre 1500 et 2 000 euros le m². Alors que pour une

bâtisse en briques, le prix est compris entre 900 et 1000 euros. Cependant, à moyen terme, l'industrialisation et le travail à la chaîne pourraient permettre de réduire les factures et d'optimiser les transports.

Bois 0 - Parpaing 1

Troisième round :

affrontement des économies

« *Ma consommation énergétique représente un véritable budget* », avoue Arnaud Pelletier, futur acquéreur d'une maison à ossature en bois. « *La réduction de la facture de chauffage peut être un argument important pour un vendeur* », enchaîne-il. Pourtant, sa consommation restera la même si une isolation supplémentaire, appliquée aux murs internes de sa grande cabane, n'est pas ajoutée. Il faut la même quantité d'énergie pour chauffer une pièce, qu'elle soit en parpaings ou en planches. Le montant énergétique reste le même si aucun aménagement complémentaire n'est réalisé. Construire en bois ne veut pas systématiquement dire réduire sa consommation d'énergie. Ce n'est qu'une première étape.

MATCH NUL

Quatrième round :
épreuve de confort

« *On se sent mieux dans une maison en bois. L'air a quelque chose de plus agréable* », explique Frédérique Pinsan. Le bois présente des particularités hygrométriques. Il régule l'humidité de l'air. Il est aussi plus fin. Les cloisons plus étroites offrent plus d'espace habitable. Elles s'adaptent plus aisément à l'ajout d'une couche isolante.

Bois 1 - Parpaing 0

Round Bonus :
combat idéologique

« *J'ai l'impression d'agir en faveur de l'environnement* », poursuit Arnaud Pelletier. Sur le plan écologique, la construction en bois ne peut être intéressante que si le bois provient d'une forêt gérée, replantée régulièrement. Le bois paraît résoudre le problème du développement durable dans la construction. « *Depuis trois ans, la demande grimpe* », ajoute Pinsan. Pourquoi ? « *Grâce à la médiatisation* », répond Frédérique Pinsan sans hésiter. Il ne s'agit donc pas d'une prise de conscience collective post-Grenelle de l'environnement ?

Bois 1 - Parpaing 0



Photo : Christophe Borzeix

Petite leçon d'économies

Pour 20 à 22 m² de surface, l'achat et la pose d'une quinzaine de panneaux photovoltaïques coûtent 22 000 euros. L'Etat, pour aider à leur mise en place, propose un crédit d'impôt et des prêts à très faibles taux d'intérêts (2 %), d'un montant maximal de 20 000 euros et remboursables sur 9 ans. La région Aquitaine prend à sa charge 2 % du taux d'intérêt. Le prêt est donc à taux 0. Pendant 9 ans, il faudra rembourser 2 222 euros par an. Mais la production d'énergie rapporte 1800 euros par an (60 centimes le kwh). Calculs faits, il reste 402 euros à la charge de l'emprunteur chaque année. Et dès la dixième, les 1800 euros sont pour vous.

Le photovoltaïque, pour qui ?

Comment se faire du fric avec l'énergie verte ? Installez des panneaux photovoltaïques sur votre toit et revendez l'« électricité du soleil » à EDF. C'est bon pour l'environnement, même si ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des énergies renouvelables.

Incités à installer des panneaux photovoltaïques à domicile, à devenir producteurs et vendeurs d'énergie, certains particuliers se lancent, surtout ceux qui ont la culture de l'investissement financier – entendez les plus riches. Avec succès. Pour prendre le cas d'EDF, l'énergie produite à domicile est rachetée en intégralité et six fois plus cher que le prix auquel elle est vendue. Mais qui paye cette différence ? C'est nous. Tous les consommateurs. N'avez-vous pas remarqué cette nouvelle taxe sur vos factures ? Elle s'élève à 0,045 euros pour chaque kilowatt/heure et tombe chaque mois. Son doux nom : « contribution au service public d'électricité ». Qui l'eût cru ? Les grands gagnants de cette opération sur l'énergie photovoltaïque sont, outre la planète, les Etats signataires et les grandes entreprises... Les heureux rusés bien renseignés.

BONNE CONSCIENCE

D'ici à 2020, 23 % de l'énergie produite par la France sera renouvelable, selon le protocole de Kyoto, bientôt redéfini à Copenhague. C'est un challenge motivant pour toutes les entreprises distributrices d'énergie. En effet, celles-ci seront taxées de quelques centimes d'euro au kilowatt/heure si elles ne remplissent pas le contrat. EDF, Total, Poweo et Direct Energie ont peur des sanctions financières et souhaitent se blanchir auprès du public. Alors, elles misent sur l'énergie solaire – comme Total et sa filiale Thémésol, première entreprise de panneaux photovoltaïques en France... la bonne volonté des particuliers. De tous les particuliers.

ANNE FRINTZ

Eco-emballages : faisons vite, ça chauffe !

Ça ne sent pas très bon le propre du côté d'Eco-emballages, chargé de soutenir le traitement des déchets d'emballages ménagers. En décembre dernier, on apprenait que l'organisme s'était servi de fonds publics pour des placements à risque. Depuis, tout s'enchaîne. Mais plus généralement, c'est la filière entière qu'il faudrait passer au crible.

Le Point vert. Fameux logo à fort capital de sympathie qui pourtant ne signifie ni qu'un emballage est recyclable, ni qu'il est recyclé. La présence de ce logo, d'ailleurs pas toujours vert, sert uniquement à indiquer qu'une entreprise a payé son éco-contribution. Une redevance allègrement récupérée par des organismes privés comme Eco-Emballages. Cette société anonyme à but non lucratif a ensuite pour mission, entre autres, de répartir le pactole entre les différentes collectivités responsables du traitement des déchets. De quoi alléger la facture du contribuable, en théorie surtout. Au vu des faits, le magazine *Que choisir* s'inquiète. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères augmente. A l'autre bout de la chaîne, pour le consommateur, il y a de plus en plus de contributions sur différents produits. D'un autre côté, les collectivités locales se plaignent de recevoir moins d'argent des éco-organismes, qui voient pourtant leur trésorerie gonfler.

Mais que devient cet argent public entre sa collecte et sa diffusion ? Une chanceuse petite part de la trésorerie d'Eco-Emballages a réussi à se faire la belle, notamment du côté des îles Caïmans. Résultat : entre 23 et 75 millions de perdus. Comment ? Pourquoi ? Ça vous étonne ? Le ministère

de l'Ecologie semblait, lui aussi, surpris lorsqu'il a rendu l'affaire publique en décembre dernier. Pourtant, il y avait bien un représentant de l'Etat au conseil d'administration. D'après Erwan Seznec, journaliste à *Que Choisir* : « Si on prend le cas des trois éco-organismes qui gèrent les déchets électroniques, tous avaient de la trésorerie et l'avaient placée. Le schéma d'utilisation des placements, entre 80 % en produits sans risques à rendement faibles et 20 % plus risqués, est relativement classique. S'il n'y avait pas eu la crise financière, il est probable qu'Eco-Emballages aurait pu continuer pendant des années. »

Le cabinet Deloitte a effectué une immersion au sein de la gestion financière d'Eco-Emballages. Son rapport est sans appel et des actions seront mises en place pour redresser la barre. Pour que les choses soient encore plus claires, dans un communiqué daté du 10 mars, Amorco, une association impliquée dans la gestion écolo des déchets, annonce son intention d'aller devant les tribunaux. Elle invite les autres associations de collectivités locales, mais aussi les associations de consommateurs à se joindre à elle. Comme si ce n'était pas suffisant, on chuchote que la Cour des Comptes s'intéresse de très près aux frais d'Eco-

Emballages en matière de communication et de relations publiques. Attention au renouvellement de l'agrément en 2011. La société pourrait souffrir de cette cascade d'affaires. « De toute façon, explique Erwan Seznec, si un autre remplaçait Eco-Emballages, les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Il faut davantage de contrôle. » Eco-Emballages, qui s'engage donc pour le mieux trier, le mieux consommer, le mieux éduquer mais aussi le mieux dépenser, est un organisme dont le slogan affirme « Un monde plus beau est entre nos mains ». Sans doute un effet d'optique. Et Eco-Emballages n'est pas le seul à décevoir. De sérieux doutes planent sur la pertinence de l'organisation générale du recyclage des déchets en France. « Pour ce qui est de la collecte, il n'y a pas grand chose à dire, les camions-bennes passent et ramassent les poubelles. Mais derrière, ça devient particulièrement opaque. On a des témoignages. Dans certains endroits, on demande aux gens de trier leurs ordures ménagères pour ensuite tout re-mélanger parce qu'il n'y a pas la filière. Il n'y a pas assez de centres pour traiter séparément le plastique, le verre et d'autres déchets. Donc en clair, sur certains points du territoire français, ça ne sert à rien de trier. »

CAROLINE HUET



Un shoot de Subutex, presque un fixe d'héroïne. Photos Tania Gomes

> suite de la page 6

L'injection de Subutex entraîne le gonflement des mains et des avant-bras des toxicomanes. D'autres modes de prise se développent. La recherche d'effets reste le premier moteur de cette diversification. Deux tiers des consommateurs continuent d'ingérer exclusivement le comprimé par voie orale. Parmi eux, certains se l'injectent aussi pendant que d'autres le sniffent (2) : deux méthodes génératrices de sensations accrues. « Entre amis,

on fait des traces. Les anciens toxcs et les autres, tout le monde peut taper sa ligne de Sub. Ce n'est pas de l'héro ! », raconte Mano. Certains le fument, mais ce mode de consommation reste spécifique aux lieux fermés comme les prisons et les foyers. Plus qu'un soin, cette substance « défonce ». Alors ses effets attirent de nouveaux consommateurs. L'héroïne a mauvaise réputation. Elle effraie. Un médicament doit être plus sain. Alors, on essaie le Subutex.

TANIA GOMES

- (1) La version générique du Subutex est le Buprénorphine arrow, du nom du principe actif des deux produits de substitution.
- (2) Ces données sont fournies par le capitaine de police Samuel Bernes, qui capitalise vingt années de service dont quatorze à la brigade des stupéfiants de Bordeaux.

> Plus d'infos sur imprimatur.fr

UN MEDICAMENT POUR LE TRAFIC



Le Subutex emprunte les chemins frauduleux des stupéfiants. Ce traitement se vend exclusivement en pharmacie, sur prescription médicale, mais les comprimés sont parfois revendus sur un marché parallèle.

« Pour le Subutex, le trafic est simple, même s'il reste marginal, ni structuré ni établi », explique Samuel Bernes. « Le toxicomane peut multiplier les visites médicales, puis se rendre dans différentes pharmacies ». La plupart des ex-héroïnomanes sont Rmistes ou précaires, couverts par la CMU (couverture maladie universelle), donc ne paient pas leur prescription. Ils essaient d'ailleurs souvent de la gonfler. Pourquoi ? Une part pour leur propre usage, l'autre pour alimenter le trafic. « L'usage de fausses ordonnances et le braquage de pharmacies approvisionnent ce marché », ajoute le capitaine de police. Une plaquette de sept comprimés vaut 7,64 euros en pharmacie. En fonction des besoins de l'ex-héroïnomane revendant sa prescription, ou de la gourmandise du dealer, un cachet peut être revendu jusqu'à 10 euros pièce. Un gramme d'héroïne se vend jusqu'à 60 euros en Aquitaine. L'accès au Subutex pour les primo-consommateurs et les plus jeunes paraît alors plus abordable. Que le produit emprunte les voies légales ou celles du trafic, il attache l'individu, génère de la dépendance et s'appuie sur des réflexes de toxicomanes.

PAS PRIS

Lors d'un flagrant délit de vente illégale de substitut à l'héroïne, c'est la législation de droit commun qui s'applique. Pas celle spécifique aux trafics de stupéfiants. Une perquisition est opérée chez le revendeur. Si une ordonnance est trouvée, il risque au plus une peine d'un mois sans incarcération et sans mandat de dépôt. L'acheteur, lui, est juste entendu. Le trafic de Subutex encore marginal reste quasiment impuni.



Le pouvoir d'immersion inégalé, pour le joueur, d' « univers persistants » comme *World Of Warcraft* relance le débat sur « l'addiction » aux jeux en ligne.

Le jeu vidéo en réseau est-il parcouru par le trouble psychologique du « jeu compulsif » ? Sur Internet, quelque soit le jeu évoqué, les souvenirs émus de combats contre des dragons « *grands comme la tour Eiffel* » côtoient les mises en garde d'anciens passionnés et les ras-le-bol de leur entourage. Il y a quelques années, des petites amies délaissées au profit des mondes virtuels ont même créé « le site des veuves EverQuest ». Comment expliquer cette fascination ?

Il y a tout d'abord l'attrait propre à tout jeu de rôle : la compétition, la course à la puissance. « *Tous les joueurs veulent être calife à la place du calife, état d'esprit que l'on a dès qu'on est un peu addict à un jeu* », explique Antoine, 21 ans. Aujourd'hui en licence droit-gestion, il a passé les deux années précédant son bac vissé à son PC « *pour être classé parmi les meilleurs mondiaux* ». Ensuite il y a la durée de vie, « *quasi infinie* », commente Emmanuel, prof de maths de 27 ans, qui parle « *d'intoxication* » quand il évoque ses « *deux pics d'addiction, désastreux pour mon entourage, en 2003 et 2006* ». Sur la toile, les adversaires humains sont les plus intéressants car les plus imprévisibles. « *L'intelligence artificielle d'un jeu classique a toujours un dé-*

faut qui permet de gagner à tous les coups. A ce moment, le jeu perd tout son intérêt ! », précise Antoine.

UNIVERS AUTO-SUFFISANTS

Bref, chaque joueur « *trouve un intérêt* » à arpenter ces univers où le jeu « *n'a pas d'objectif clairement défini : chacun trouve le sien* ». Emmanuel s'en amuse : « *j'en connais qui peuvent passer deux heures à rejouer, via leur ordinateur et partition sous les yeux, les thèmes musicaux du Seigneur des anneaux, assis au coin d'un feu virtuel, en train de boire de la bière virtuelle qu'ils ont brassée virtuellement* ». Que penser de ce degré d'immersion, où le corps physique du joueur n'est rien de plus qu'une télécommande ? Simple passe-temps moderne pour certains,

« *Aucun ne regrette le temps passé à jouer* »

dangereuse confusion entre réel et virtuel pour d'autres. Un ancien aficionado aigri du jeu en ligne a ainsi créé un site dans lequel il livre ses conseils « *pour arrêter définitivement* ». En jouant juste quelques heures par semaine, « *certaines, vous n'arriverez pas à grand chose en termes de puissance dans le jeu, mais vous avez réussi à vivre en harmonie avec...* ». Et c'est bien là le problème : à la différence du jeu vidéo offline,

la performance d'un joueur en ligne est grandement conditionnée à son volume horaire de jeu. Le bouton « pause » ? Ces jeux n'en possèdent pas. Leur univers est autonome et c'est au joueur de s'adapter aux contraintes, dont certaines singent étonnamment le réel. Processus d'intégration dans un groupe, rendez-vous prédéfinis à honorer, réputation à entretenir... Le tout avec une illusion de maîtrise, puisque tout ceci n'est qu'un loisir. « *On a l'impression de construire quelque chose comme on est plusieurs, même si ce n'est que du néant* », reconnaît Jess, 32 ans, publicitaire. Echapper à un monde imparfait et aux problèmes qui y règnent ? La fascination exercée par les jeux online est sûrement plus complexe que cela. « *Certains profils psychologiques présentent plus de risques que d'autres, assure Emmanuel. Mais j'ai vu des gens passer des mois entiers sur le même jeu et arrêter du jour au lendemain !* ». Quant aux jeux, un peu fautifs tout de mêmes, ils sont « *conçus pour que les gens qui ont une personnalité addictive soient pris dedans* ». Si aucun passionné ne regrette « *le temps passé à jouer* », beaucoup l'expliquent, avec le recul, par l'impression « *d'indépendance* » qu'offrent ces jeux, tout au plus « *un moyen de faire sa crise d'adolescent* ». Un excès comme les autres, en somme. Mais quel paradis artificiel n'a pas son lot de malheureux ?

JÉRÔME PERROT

• Plus d'infos sur Imprimatur.fr

ANTHONY, 23 ANS, RESPONSABLE DE SALLE, ACCRO AU TRAVAIL

« Si je reste chez moi plus de trois jours sans rien faire, je deviens fou. Je tourne en rond. Je me mets à trembler. Je suis obligé de faire quelque chose. C'est une hyper activité. Je remédie à ça en travaillant. C'est un cercle sans fin. C'est très vicieux. Je ne peux plus m'en passer. J'ai fait ma saison sur l'île de Ré l'été dernier. J'ai bossé pendant six mois. Sur six mois, j'ai eu huit jours de repos. Quand je suis revenu, j'étais plus que claqué. J'ai passé quinze jours sans travailler. Je n'arrivais plus à dormir. Je suis censé travailler huit ou neuf heures, par jour. Aujourd'hui, je devais embaucher à 16 h 30, je suis arrivé à 14 h 45. Je suis censé repartir vers minuit et demi. Je repartirai sans doute vers 2 heures. Ça fait des journées de dix ou douze heures, cinq jours sur sept. »

Accro au Q

« *Allez, juste une fois, juste une photo.* » Le processus est toujours le même. Quand ses crises de compulsion surviennent, Christian se rue vers l'ordinateur. Un site, puis un deuxième... La navigation sur le Net peut durer toute la journée. Entre petites annonces coquines et chat libertin, le web regorge de tentations pour un dépendant sexuel. Plus que le contact physique, c'est la quête d'adrénaline qui anime ce quadragénaire : « *Je suis dépendant à l'excitation* ».

L'addiction sexuelle est une pathologie encore peu connue. Pourtant, elle touche un nombre croissant d'individus, à tel point qu'une association a vu le jour pour leur venir en aide, les Dasa (Dépendants et affectifs sexuels anonymes). Christian a participé à la fondation d'une antenne locale des Dasa près de chez lui. Car depuis trois ans, il assume sa dépendance et souhaite se désintoxiquer. Pour lui, la recherche du plaisir est comparable à un shoot. Comme pour toutes les addictions, il considère la guérison impossible. Seule l'abstinence constitue une porte de sortie.

Après des années passées à feuilleter des revues pornographiques, à consulter le Minitel rose, ou à surfer sur des sites pour adultes, Christian a du mal à se défaire de son accoutumance. Suivi par un psychologue depuis plusieurs années, il déclare avoir retrouvé sa dignité mais avoue rechuter régulièrement. « *Il y a un mois, j'ai recommencé à avoir des crises de compulsion. J'ai passé une journée complète à chercher des annonces et des photos sur Internet, je ne pouvais pas m'arrêter.* »

Avant, son addiction au sexe ne se limitait pas au monde virtuel. « *J'allais voir des prostituées, en fonction de mes moyens, disons une fois par semaine.* » Ce fantasme assouvi, il se tourne vers les hommes qu'il contacte par

« *On a toujours l'impression d'être un monstre quand on est dépendant comme ça.* »

Internet. Quelques relations homosexuelles plus tard, il comprend que son plaisir ne se situe pas dans le contact physique mais plutôt dans l'excitation qui précède la rencontre. Il affirme « *retirer beaucoup de déception et de culpabilité* » de l'acte en lui-même. S'ensuit alors une période d'abstinence, durant laquelle il souffre, rongé par le remords. « *Ce que je regrette le plus, c'est d'avoir trompé ma femme. On a toujours l'impression d'être un monstre quand on est dépendant comme ça.* » Avec le recul, Christian semble avoir réalisé le risque de surenchère que suscite la quête d'excitation. Cette escalade vers le tou-

jours plus hard lui a fait craindre le pire : « *Je me suis retrouvé sur un site avec des photos de très jeunes filles, et là vraiment je me suis dit que ça n'allait pas.* »

Cet homme marié fait une distinction entre son « *personnage de dépendant* » et son « *personnage sentimental* ». Malgré dix ans de vie commune, sa femme paraît tout ignorer de sa dépendance au sexe : « *Je ne sais pas si elle a des soupçons. Si elle me posait des questions, je lui répondrais mais je ne pourrais pas tout lui dire non plus* ». Aujourd'hui, Christian est sur la bonne voie. A tel point que sa réflexion sur l'industrie pornographie est plus proche de celle d'un catholique puritain que d'un sex-addict : « *La pornographie me fait penser à l'esclavage, il y a une déshumanisation de la femme, c'est une industrie presque criminelle, qui s'appuie sur les pulsions les plus primaires* ».

Christian est animé par une volonté tenace de canaliser ses pulsions. Régulièrement, il alimente son blog qui lui sert avant tout d'exutoire. Dans un de ses billets, il écrit : « *Même si c'est difficile, même si les rechutes me fatiguent, la foi qui émerge de la lassitude redonne toujours de l'espoir.* » Entre confessions et auto-persuasion, Christian lutte désespérément contre lui-même.

LAURELINE DUPONT ET
MICHEL VERON

<http://dependance-liberte.over-blog.com/>

AURELIEN 21 ANS, CONSEILLER A LA VENTE

« Je suis accro au nutella. La fréquence est aléatoire mais ça peut être un pot en deux jours. Si j'en ai pas, il me faut des sucreries. Je me sens mal sinon. C'est comme de la drogue. »

Cocher, gratter, parier... Sans s'arrêter

Avec 23 000 points de vente dans l'Hexagone, La Française des Jeux compte 30 millions d'adeptes. 600 000 souffrent de troubles pathologiques liés à ses produits.

Du matin au soir, accoudé au zinc, le client du bar n'a qu'à cocher sur une grille huit numéros sur vingt, à attendre fébrilement que le résultat s'affiche sur l'écran au-dessus de lui. Et à recommencer cinq minutes plus tard. Adrénaline garantie, frisson instantané, gain immédiat. Le Rapido donne la sensation de gagner, très souvent, de pe-

et le paiement maximum des gains sur le point de vente a été abaissé de 500 à 300 euros.

PETITES MISES

Symbole populaire, le bar PMU est l'antre où se jouent quotidiennement des scènes quasi-rituelles. Chaque troquet possède son lot de joueurs, invétérés pour beaucoup. Accros ? Ils n'osent pas (se) l'avouer. L'addiction au jeu est pourtant l'une des plus répandues. Les férus de Quinté, Euromillions, Astro et autres, ne sont pas forcément des drogués. « *Je ne sais pas qui est vraiment accro. Est-ce que la petite mamie qui vient acheter son Banco tous les jours peut s'en passer ? En fait, ça dépend des budgets de chacun. Le type qui dépense 50 000 euros s'il a les moyens, je ne vois pas le problème. Par contre, celui qui claque 50 euros sur ses 450 de revenus, c'est plus grave* », explique Christophe Picaud, employé dans un PMU. Entre passion et dépendance, la frontière est parfois difficile à distinguer. Que dire de Tino, qui joue au PMU, tous les jours depuis trente ans, avec ses copains ? Parier est selon lui plus une habitude qu'autre chose. Et pourtant, il y a bien une petite voix qui le force à miser quelques euros du lundi au dimanche. L'apât du gain, certainement. Mais tous les joueurs réguliers savent pertinemment qu'ils perdent au final plus d'argent qu'ils n'en gagnent. Cela ne les freine pas.

Mohammed, fana des courses hippiques, fréquente la plupart des PMU de Bordeaux. Il connaît tout : les chevaux, leur poids, leur âge, les jockeys, les écuries, les terrains, les cotes, les pronostics. Il parie, mais se limite à de petites sommes : 5 euros par jour, maximum. En bon turfiste, il ne coche pas sa grille au hasard. D'ailleurs, il sait que ce n'est pas forcément la meilleure stratégie : « *Ce qui gagne le plus, c'est le Spot (tirage aléatoire des numéros de chevaux, ndlr). Mais moi, je "vois" tel ou tel cheval, souvent un toc. Les journaux disent des bêtises pour faire rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat*. » En trente ans de courses, Mohammed a remporté deux fois des sommes importantes : 1 200 et 1 700 euros. « *Il faut toujours garder l'espoir* », sourit-il, à moitié plongé dans son Paris-Turf. Les flambeurs sont d'un optimisme à toute épreuve. C'est l'une de leurs caractéristiques.

« HYPOCRISIE FLAGRANTE »

Pour lutter contre le jeu excessif, la « Française » en partenariat avec le PMU et le CHU de Nantes,

Un médicament qui rend accro aux jeux

Etre soigné contre la maladie de Parkinson... et tomber dans l'addiction aux jeux à cause du traitement pris. Au rayon des effets secondaires atypiques, ces troubles sont de loin les plus originaux connus. Observés dans le monde médical depuis trois ou quatre ans, ils ne toucheraient qu'une infime minorité des 6,4 millions de personnes traitées dans le monde, et ne sont pour le moment pas prouvés scientifiquement.

Dernier cas connu, il y a quelques semaines, un Nimois qui a ainsi mené sa famille à la ruine. La molécule mise en cause ? Le pramipexole. Commercialisé par plusieurs laboratoires, un anti-parkinsonien efficace aux effets secondaires recensés : troubles gastriques, hallucinations, comportement de joueur compulsif et d'addiction aux jeux. Contactée par Le Parisien, la famille du malade, preuve à l'appui, rappelle qu'il pouvait dépenser jusqu'à 1200 euros en une seule journée, en payant avec sa carte bancaire des jeux à gratter. Le sexagénaire accuse ses médecins de ne pas l'avoir prévenu de ce possible effet indésirable, et a donc engagé des poursuites.

a ouvert en octobre 2008 le Centre de référence du jeu excessif (CRJE). Lieu de recherches sur les troubles liés aux jeux de hasard et d'argent, il forme aussi croupiers et personnels en contact avec les joueurs, mais n'accueille pas de malades. Sur le coût total de la structure, soit 1,66 million d'euros, la FDJ a financé 750 000 euros du projet. Hypocrisie flagrante selon certains. Car le Rapido, qui rend fou plus d'un pilier de comptoir, représente 20 % de l'activité de l'organisme. Autant dire qu'elle n'a aucun intérêt à réduire la dépendance à ce jeu de hasard, surtout que son chiffre d'affaires pâtit fortement de la loi anti-tabac. « *Les dépliants "Pour rester maîtres du jeu" fournis par La Française des Jeux, les semblants de formation des buralistes, les changements de règlement, tout ça c'est pour se donner bonne conscience, et se protéger juridiquement des consommateurs*, analyse Christophe Picaud. *Les joueurs de Rapido n'ont plus le droit de jouer vingt tirages sur la même grille, mais après cinq tirages, rien ne les empêche de remplir une nouvelle grille...* »

MÉLANIE VIVES ET CAMILLE CHIGNAC

Photo C. C.

tites sommes qui ne remboursent pas la mise, mais suffisantes pour provoquer un besoin irrésistible de continuer. Mohammed en a fait les frais : en un mois, il a perdu plus de 2 000 euros. Le Rapido se situe au premier rang des jeux les plus addictifs. Ses 500 tirages quotidiens (de 4 h à 2 h du matin) provoquent des phénomènes d'accoutumance bien supérieurs aux autres loteries. Depuis 1999, le nombre de « cocheurs » compulsifs ne cesse de grandir. Alors, en novembre dernier, le PDG de La Française des Jeux, Christophe Blanchard-Dignac a mis en place un renforcement des garde-fous encadrant le Rapido. La mise maximale par bulletin est passée de 500 à 100 euros, le nombre de tirages maximum auquel donne droit un bulletin se limite désormais à cinq, contre vingt auparavant,

MICHÈLE ET SA FILLE CATHERINE, ACCROS AUX MACHINES À SOUS

« On habite à cinq minutes du casino, alors on se fixe des limites pour ne venir qu'une fois par semaine. On sait qu'on perd plus qu'on ne gagne mais on a du mal à s'en passer. Ça nous arrive de rester de 10 h du matin au lendemain 4 h du matin. On rentre prendre une douche et on part directement au travail. Aujourd'hui nous avons joué 800 euros. »

Les bulles en fête à Lormont

Le festival de BD « Bulles en Hauts de Garonne » s'installe à Lormont ce week-end. Après, Cenon, Floirac et Bassens, la cité de la rive droite bordelaise attend 5 000 visiteurs pour cette huitième édition.

« *Toujours plus d'animations et de rencontres avec les auteurs* ». Tels sont les mots d'ordre, cette année, du festival Bulles en Hauts de Garonne. Et ça va faire mal dès samedi avec la fédération des « catcheurs à moustaches » de Nantes. Des dessinateurs masqués s'étripent à coups de crayons et de feuilles de papier sur le ring. Cinq Nantais affronteront cinq Bordelais. « *Le public propose des sujets tirés au sort. Les équipes se défient par le biais du dessin et le public élit le meilleur* », explique Sandrine Deketelaere, la coordinatrice du festival.

CONQUÊTE DE L'OUEST ET BD DU RÉEL

Moins sportif, mais tout aussi intéressant, 76 auteurs et scénaristes poseront leurs valises à Lormont les 28 et 29 mars. Presque de quoi faire pâlir le voisin angoumois.

En fil conducteur du festival, deux thématiques : la conquête de l'Ouest et la BD du réel. « *On constate un retour en grâce de ce premier thème. Beaucoup de jeunes auteurs s'approprient ce genre et s'en servent pour racon-*



ter des histoires fantaisistes ou intimistes. Quant à la bande-dessinée du réel où la BD s'engage, ce n'est pas un mouvement récent mais de plus en plus d'auteurs s'y intéressent et traitent de l'actualité ou de sujets de société», note Jérôme Muzard, responsable artistique du festival.

SUPER-HÉROÏNE

Certains auteurs ne lâcheront pas leurs crayons. Richard Isanove connu pour sa série « La tour sombre », adaptée du roman de Stéphan King, effectuera une démonstration de dessin en direct, sur une palette graphique retransmise sur écran. Et même les enfants de la rive droite bordelaise s'y sont mis. Des auteurs sont intervenus dans leurs classes en amont du festival. Ces ateliers ont débouché sur une exposition qui sera dévoilée dimanche.

Deux jours, sous le regard fier de « *notre super héroïne. Cette fois, c'est ambiance Far-West. C'est la même tous les ans mais on ne lui a pas donné de nom. C'est un mélange de Fantômette et de Super Jaimie, le grand écart entre la BD franco-belge et les comics américains* ».

CÉLINE DIAIS

Bulles en hauts de Garonne, au parc des Iris à Lormont, les 28 et 29 mars.

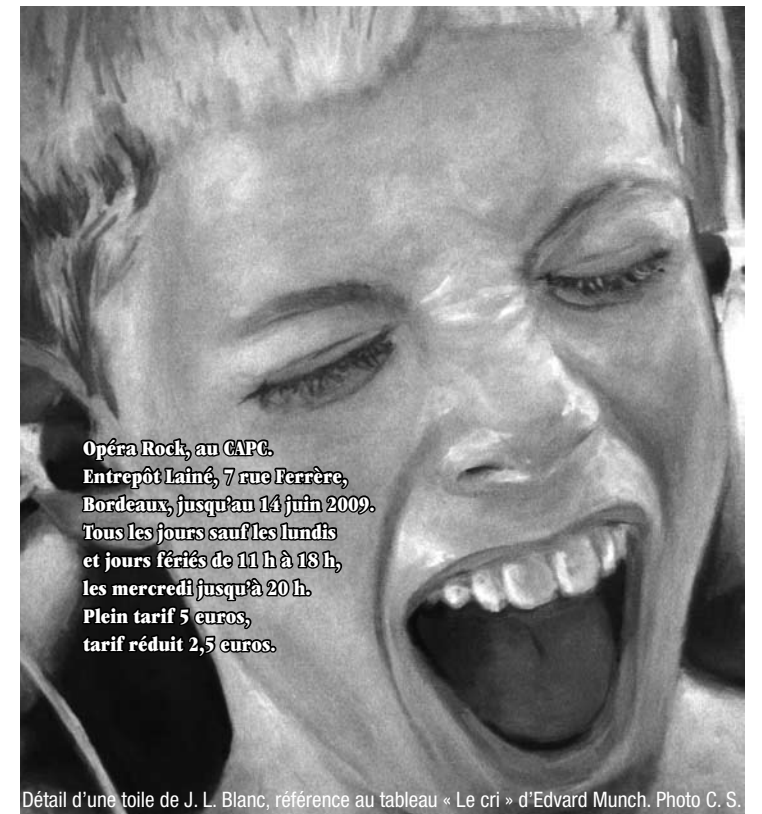
Programme complet sur www.bd-bulles-garonne.fr. Renseignements au 05 57 77 07 30

Du rock au musée

Jean-Luc Blanc a 44 ans, il est l'artiste invité de l'exposition « Opéra Rock ». A Nice, l'été, il récupère la collection de magazines que son coiffeur a accumulés pour lui. Puis l'hiver, à Paris, il ressort de ses classeurs cette collection d'images. Insomniaque, il passe ses nuits à manger des fruits exotiques.

C'est un homme pragmatique mais légèrement obsessionnel. Jusqu'au point de retoucher des toiles au marqueur plusieurs années après leur réalisation pour améliorer le volume d'une bouche ou la coloration d'une chevelure. Un portrait de Brigitte Bardot en témoin, maculé de marques de papier bulles qui a servi à le transporter. Jean-Luc Blanc s'est improvisé directeur du casting de son Opéra. En convoquant 45 artistes contemporains, moyenne d'âge jeune, de renommée inégale, il a composé dans les galeries Foy un bazar organisé où l'on trouve pêle-mêle tableaux de l'artiste, installations, photos, galeries de curiosités, une bande sonore ténébreuse et remake de courts-métrages. L'ombre du rock'n'roll plane sur les six salles d'expo. En pagaille, les références de l'artiste, David Lynch, Jean Cocteau, Jean-Luc Godard et le cinéma kitsch américain des années 50 offrent aux visiteurs un moment d'inspiration et de détente ponctué de quelques perles. La paisible représentation d'une scène de chasse en Angleterre, renards et chevaux à l'appui, se transforme en allusion à « L'origine du monde », de Gustave Courbet. Plus loin, des canettes écrasées jonchent le sol. On s'amuse, on s'étonne, on ne comprend pas tout. La guide nous le confirmera, « si vous n'avez pas tout compris, ce n'est pas grave, nous non plus et Jean-Louis Blanc non plus ». A savourer donc.

CHRISTELLE SIVATTE ET MARION WAGNER



Opéra Rock, au CAPC.
Entrepôt Lainé, 7 rue Ferrère,
Bordeaux, jusqu'au 14 juin 2009.
Tous les jours sauf les lundis
et jours fériés de 11 h à 18 h,
les mercredi jusqu'à 20 h.
Plein tarif 5 euros,
tarif réduit 2,5 euros.

Détail d'une toile de J. L. Blanc, référence au tableau « Le cri » d'Edvard Munch. Photo C. S.

The Vernon Project surfe sur la vague communautaire

En 2008, les Bordelais de The Vernon Project enregistraient leur premier single grâce au label communautaire NoMajorMusik (1). Un an après, le groupe de rock affûte ses riffs pour finaliser les compo de son premier album. Et espère de nouveau séduire les internautes.



Photo D. R.

Une bonne dose de rock et un soupçon d'électro. Bienvenu dans l'univers détonnant des Bordelais de The Vernon Project, premier groupe à avoir été produit par le label communautaire indépendant NoMajorMusik. Pour ceux qui ne connaîtraient pas encore la formule, rendue célèbre par le chanteur Grégoire, petite piqure de rappel : les internautes produisent directement les artistes auxquels ils croient. Une petite révolution dans le monde de la musique. Et ça marche !

Il y a un an, alors que le groupe bordelais venait tout juste de se créer, Damien Durou, fondateur et chanteur, s'inscrit sur le site NoMajorMusik. Deux mois et une centaine de mises plus tard, l'un des trois titres mis en ligne, « The cave of night », atteint les 3 000 euros nécessaires à sa production.

Enregistrement du single, concerts à Paris... « Ça nous a permis d'avoir une petite notoriété », explique Damien, en toute modestie. Et aussi de faire « plein de belles rencontres ». Lors de l'enregistrement de « The cave of night » leur ingé son n'était autre que Denis Barthe, le batteur de Noir Désir. Bref, de lancer leur carrière.

Aujourd'hui, les Vernon Project poursuivent leur petit bout de chemin et mettent la dernière touche à leur projet d'album. « On peaufine nos morceaux et une fois qu'on sera prêt, on lance l'ouverture du compte sur NoMajorMusik ». Enhardis par leur première expérience sur le site communautaire, les cinq compères espèrent renouer avec le succès. Mais gardent les pieds sur terre. « Il faut que le public suive et mise sur ce

projet-là, donc on verra », commente le leader du groupe avec lucidité. Car produire un album sur le mode communautaire est un autre défi. Objectif : récolter 60 000 euros.

The Vernon Project compte aussi remonter sur scène. « Mais pas avant la rentrée », précise le jeune homme de 29 ans. Que ce soit pour l'album ou la tournée, les zikos bordelais n'ont qu'une envie : « Etre prêts ». Pour ne pas décevoir les nombreux producteurs anonymes qui ont misé sur eux.

NOÉMIE GUILLOTIN

(1) « Web-star cherche producteurs », Claudia Caratori et Carole Filiu, *Imprimatur* n° 647, 3 avril 2008.

A écouter sur Imprimatur.fr

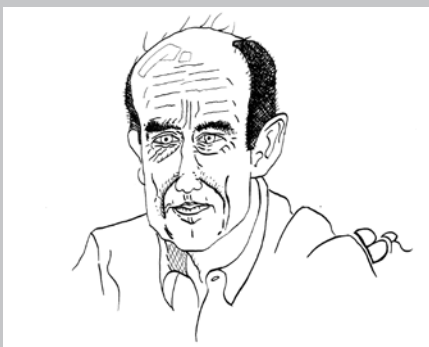
a priori

Le vrai-faux journal d'Alain J.

Mardi. La France réintègre le commandement intégré de l'Otan. Sarko préfère lier ses députés par un vote, il engage la responsabilité du gouvernement. J'ai beau ne pas être au Parlement avant 2012 au mieux, je suis contre et je le fais savoir. La réintégration, ça rétrécit la France. Ça me vaut trois pages d'explication de gravure du petit Nicolas.

Mercredi. Enquête CSA dans *VSD* : un Français sur deux juge nécessaire un remaniement ministériel. Mais je ne suis classé que troisième au rang des ministrables après Nicolas Hulot et Jack Lang. 60 % des sondés sont même opposés à mon entrée au gouvernement. C'est à ne rien y comprendre, pourtant les Français sont de droite et je suis le meilleur d'entre eux.

Jeudi. Grève interprofessionnelle, entre 160 000 et 300 000 manifestants à Bordeaux. Les grévistes savent s'occuper. Mon livre *Je ne mangerai plus de cerises en hiver* est déjà classé meilleure vente chez Mollat ! C'est marrant quand même, les manifs. En y re-



pensant un jour, en Mai 1968, j'ai défilé, je ne savais pas trop pourquoi, je sortais de sciences-po et j'avais rejoint le cortège.

Jeudi (suite). Grosse journée. Invité de la « Boîte à questions » chez Canal +. Quand il faut y aller il faut y aller, il y a pas 36 manières de casser mon image de psychorigide. Bon, d'accord, je dis que je me lave les cheveux tous

les jours, ça fait garçon de messe mais... que je prends des bains de mer tout nu quand je suis aux Antilles. La prochaine fois je dis dans les Landes.

Vendredi. Direct pour le JT de France 2. Laurent Delahousse me demande si je suis toujours droit dans mes bottes. Ces journalistes n'ont aucune imagination, c'est pénible. Ils ne savent pas voir l'auteur qu'il y a en moi. Je lui sors « dans tout écrivain il y le goût du partage », s'il ne me croit pas, il n'a qu'à venir voir à Bordeaux, je lui donnerai des cerises.

Samedi. Grand beau temps à Bordeaux, c'est le printemps. J'hésite pour les cerises. Dans mon bouquin, j'ai dit l'hiver pas le printemps.

Dimanche. Thé ou café, à 7 h du matin et en direct avec Caroline Ceylac sur France 2. Je me lâche complètement en confessant qu'on m'a souvent comparé à un pin des Landes. Mais la pire c'est Isabelle lorsqu'elle fait mon portrait chinois... si j'étais un vêtement ? Un jogging ! Un pin des Landes en jogging, j'ai l'air de rien.

Imprimatur • Journal-école de l'Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine

Fondateur : Robert Escarpit. Directrice de publication : Maria Santos-Sainz

Rédacteur en chef : Fabien Paillot

IJBA • 1, rue Jacques Ellul • 33080 Bordeaux cedex • 05 57 12 20 20 • journisme@ijba.u-bordeaux3.fr

ISSN 0397-068X • Imprimerie centrale, Pessac